

Retraites et le reste...

Le 19 janvier a sonné comme un coup de tonnerre pour le pays et s'est révélé être le signe d'un réveil de luttes que celles et ceux qui n'en peuvent plus du capitalisme appelaient de leurs vœux. Si l'appel des organisations syndicales a été entendu avec autant de force c'est qu'il a permis, sans doute sans même l'avoir prévu, que se rejoignent toutes les colères accumulées depuis des années dont celle des gilets jaunes exprimées dans un désordre que les organisations classiques n'avaient pas choisi d'entendre et d'accompagner.

Le 19 janvier et les jours qui ont suivi, ont été l'occasion pour nombre de catégories populaires, au-delà de la seule question de la retraite, de dire leur exaspération de ces hold-up successifs que programment les politiques gouvernementales depuis des années : ordonnances de remise en cause du droit du travail, cadeaux pour les riches, hausse des carburants, gestion désastreuse de la « crise » sanitaire, mépris de classe et autoritarisme permanents, inflation galopante, destruction des services publics, militarisation de l'économie...En ce mois de janvier les mobilisations qui s'enchaînent, dépassent les seules réponses aux appels des syndicats pour des populations qui se saisissent de celles-ci comme des outils de cristallisation de toutes les colères. La question de la retraite agit comme un détonateur de l'explosion convergente et depuis le 19 janvier c'est le « trop c'est trop » qui déborde dans les rues.

Dans ce contexte général, les organisations syndicales et au premier rang d'entre elles, la CGT, sont très entendues quand elles n'en finissent pas de donner des arguments montrant à quel point le projet gouvernemental est nocif, mais en plus ne repose sur aucune nécessité économique.

Pour ne prendre que deux exemples :

- Le COR (conseil d'orientation des retraites) estime que le régime est équilibré jusqu'en 2070, ce qui n'est guère étonnant dans un pays où la **productivité par emploi et le PIB doublent tous les 40 ans**¹.
- **Les régimes dits « spéciaux »** sont en fait des régimes pour lesquels les salariés ont décidé de cotiser plus tout au long de leur carrière pour avoir une retraite qui corresponde à leurs besoins et il faut signaler que ces régimes non seulement ne pèsent pas sur le budget général mais au contraire **sont en excédent** et l'alimentent : leur suppression n'est donc pas une nécessité économique mais une volonté politique de forcer les salariés à faire appel à des assurances privées pour se garantir un niveau de retraite équivalente à celui qu'ils ont actuellement.

Pourquoi une nouvelle attaque ?

Le gouvernement, quoiqu'on en pense, n'est pas fait d'une bande d'imbéciles qui n'ont pas vu venir le fait que, Macron ayant été le président le plus mal élu de la 5^{ème} république, une nouvelle attaque des droits sociaux était risquée. Alors pourquoi s'est-il lancé dans cette « réforme des retraites », attaque frontale du salaire socialisé alors que n'importe quel observateur de la vie sociale française sait que ce sont toujours, de 1968 à 2003 en passant

¹ Source : www.strategie.gouv.fr

par 1995, les attaques contre la sécu qui ont mis le plus de monde dans la rue et provoqué les plus grands mouvements sociaux au-delà même de l'objectif initial ?

Parce que dans sa logique, il n'a pas le choix.

Il n'a pas le choix parce qu'il est engagé, au côté des puissances capitalistes de ce monde dans une course aux profits et à la sauvegarde de l'hégémonisme occidental que menacent les pays émergents au premier rang desquels se situe la Chine.

Il n'a pas d'autre choix que la guerre pour participer à la confortation de l'impérialisme occidental emmené par les USA et au service duquel l'UE s'est mise comme un ensemble servile.

Il n'a pas le choix, si, au service de cet objectif, il veut poursuivre son engagement guerrier avec toutes les dépenses démentielles que cela représente : **410 milliards** pour la loi de programmation militaire (100 milliards d'augmentation !!), le recrutement de **180 000** réservistes, sans compter le puits sans fond que représente l'envoi d'armes à l'Ukraine...

Il n'a pas le choix parce qu'il lui faut nourrir une économie de guerre aux dépens d'une politique de progrès social et même tout simplement de maintien des conquies sociaux datant de plusieurs décennies.

Ce qui se joue donc dans la bataille actuelle, c'est non seulement la sauvegarde du salaire socialisé, toutes professions confondues, mais plus fondamentalement le choix de société que cela représente.

La force de la journée du 31 janvier a été telle, que le soir même les organisations syndicales ont annoncé les deux journées à venir des 7 et 11 février montrant ainsi une rapidité qui ne s'était plus vue depuis 1995 et en plus dans une unité qui engage tous les syndicats ce qui n'était pas le cas cette année-là...N'en doutons pas, le contexte général évoqué dans ce qui précède a pesé.

Le rôle des communistes

Même si nous devons regretter que la question de la paix ne fasse pas encore la une du combat, le rôle des communistes est, dans le moment présent et pour les mois à venir, justement de montrer tout l'enjeu de société que pose la lutte en cours. Nous devons mener de front le combat pour les retraites et le progrès social, pour la sortie de l'OTAN et de l'UE, et nous engager toujours plus dans le combat pour la paix au sein de la **plateforme mondiale anti-impérialiste**.

A des générations qui n'ont plus connu de grandes victoires collectives, il convient par notre participation aux luttes, de leur faire connaître le goût des victoires et par notre analyse et notre offre de perspective politique, de rallumer l'espoir dans un changement de société.

Comme en 1936, les luttes « ***pour le pain et la paix*** » sont intimement liées.

A l'heure où les impérialismes font peser de graves menaces sur l'avenir de l'humanité, le slogan de 1917 prend tout son sens : « ***A bas la guerre, vive la révolution !*** »

Le 1^{er} février 2023